

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING

1637 Chemin de la Montagne
84700 Sorgues

Références : D-00060-2024/LRARN°1A 200 983 4518 0
Code AIOT : 0006400369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING implanté 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING a été placée en redressement judiciaire par décision du 20/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING
- 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING (ECR) exploite depuis 2017, sur la commune de Sorgues, une usine de recyclage et de valorisation de produits céramiques et réfractaires. Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2019 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/09/2019.

Cette société a repris l'usine exploitée par la société Les Abrasifs du Midi depuis 1965 suite à sa liquidation judiciaire.

Sur une plateforme de près de 3 ha, le site industriel se compose de plusieurs bâtiments. Le périmètre du site s'étend sur environ 8 ha, dans un environnement boisé (au Nord, à l'Est et au Sud).

La précédente visite d'inspection des installations avait été réalisée le 03/03/2023 et s'inscrivait dans le contexte de l'incendie qui avait eu lieu à l'été 2022 sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la cessation d'activité,
- l'appel des garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.6.6	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autres
2	Appel des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.5.6	Courrier de mobilisation des garanties du 28/12/2023

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun candidat ne s'est positionné sur une éventuelle reprise des activités de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire ouverte le 20/09/2023.

Par jugement du 13/12/2023, le Tribunal de commerce d'Avignon a prononcé la conversion en liquidation judiciaire. La conséquence immédiate de cette décision est l'arrêt des activités.

À la suite de cette décision, une offre de reprise a été formulée par la société STIM / MINERALIS. Par ordonnance du 10/01/2024, le Tribunal de commerce d'Avignon a acté la vente du fonds de commerce au profit de la-dite société, tenant compte de ses engagements environnementaux.

Cette décision implique le basculement administratif d'un cadre de cessation d'activité des installations à celui d'un changement d'exploitant, pour lequel le repreneur doit obtenir une autorisation préfectorale.

Pour ce qui concerne l'appel et la mise en œuvre des garanties financières, il a été proposé en parallèle à Madame la Préfète de Vaucluse d'appliquer les dispositions prévues par l'article R516-3 du code de l'environnement. Le courrier du 28/12/2023 a été adressé en ce sens à la compagnie d'assurance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.6.6
Thème(s) : Situation administrative, Liquidation judiciaire
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R512-39-2 à R512-39-6, l'usage à prendre en compte est de type industriel. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,- des interdictions ou limitations d'accès au site,- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.
Constats : <u>Préambule</u> Par courrier du 31/08/2023, l'exploitant a transmis un dossier visant à porter à la connaissance de l'administration : les mises à jour des installations exploitées au regard de la nomenclature ICPE, l'état de la situation en matière de gestion des déchets hérités de la société Les Abrasifs du Midi et la mise à jour des garanties financières (GF). L'examen de ce dossier fait ressortir les principaux points suivants : <ul style="list-style-type: none">• maintien du régime de classement général des activités de la société ECR en Autorisation.• plus de 8 000 tonnes de déchets hérités de l'activité des Abrasifs du Midi présents sur le site, dont plus de 3 000 tonnes de déchets dangereux (disques/meules abrasifs agglomérés et déchets de zircone). Le caractère dangereux et la quantité de déchets ont été fortement minimisés lors de la reprise des activités.• le diagnostic de la qualité des sols réalisé dans les zones occupées par les déchets tend à montrer que l'impact du stockage des déchets sur les milieux est limité compte-tenu d'un sol peu perméable et conclut en l'absence de risque de migration vers la nappe phréatique.• la présence de ces déchets depuis une durée supérieure à trois ans implique un classement des activités sous la rubrique ICPE n° 2760 Installation de stockage de déchets sous le régime de

l'autorisation. La société ECR ne disposant pas de cette autorisation administrative se trouve en situation irrégulière.

- Pour régulariser sa situation, la société ECR évoque les quatre pistes suivantes :
 - solliciter une autorisation de stockage des déchets sous la rubrique n° 2760 → non envisageable notamment pour cause d'incompatibilité avec le document d'urbanisme en vigueur (site en zone naturelle du plan local d'urbanisme et déchets concernés dans un espace boisé classé).
 - l'évacuation des déchets vers les filières adaptées → ECR ne sera pas en capacité d'assumer un coût total d'élimination des déchets estimé à plus de 1 million d'euros. À titre d'illustration, au regard du résultat net réalisé en 2022 par ECR et en considérant dédier exclusivement cette somme à la résorption du stock de déchets historiques, 16 années seraient nécessaires à la liquidation des déchets hérités.
 - le dépôt d'un recours auprès du tribunal pour dissimulation d'information par la société Les Abrasifs du Midi lors de la reprise de l'activité par ECR quant au volume de déchets présents → cette option est en cours d'étude par ECR et permettrait par ailleurs de conclure sur la survie de l'activité d'ECR.
 - la liquidation de la société pour incapacité financière à résorber de tels stocks de déchets → bien que n'étant pas une solution à la gestion des déchets historiques, la liquidation constitue une issue réaliste à la situation de difficulté que connaît ECR.
- L'actualisation du montant des GF tenant compte de la présence des déchets hérités porte le montant à plus de 1,3 millions d'euros → une demande de mise à jour du montant des GF est en cours auprès de l'organisme qui assure actuellement ces GF

Par jugement en date du 20/09/2023, le Tribunal de commerce d'Avignon a admis la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING au bénéfice d'une procédure de redressement judiciaire. La date limite de dépôt des offres de reprise, fixée initialement au 17/11/2023, a été prolongée jusqu'au 29/11/2023. Il n'y a pas eu d'offre de reprise déposée. Il est prévu une audience le 13/12/2023 de requête en liquidation judiciaire. Cette procédure est destinée à mettre fin à l'activité de la société. C'est la raison pour laquelle, le sujet de la cessation d'activité en matière d'installations classées a constitué le thème principal de la visite.

Par ailleurs, il est à noter que depuis le 01/06/2022 de nouvelles dispositions régissent les cessations d'activités. Celles-ci sont applicables à la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING. L'article R512-75-1 du code de l'environnement définit l'ensemble des opérations composant la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement (la mise à l'arrêt définitif, la mise en sécurité, la détermination de l'usage futur et la réhabilitation ou remise en état). Les articles R512-39-1 et R512-39-3 précisent les obligations auxquelles l'exploitant doit se conformer.

Lors de la visite, certaines mesures relatives à la mise en sécurité du site ont été abordées avec l'exploitant :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents :

L'exploitant déclare avoir procédé à un recensement des déchets présents sur l'ensemble du périmètre exploité. Il a répertorié ces déchets par catégorie : déchets dangereux, non-dangereux et inertes. Il a ensuite demandé des devis pour l'évacuation des déchets.

Les documents suivants ont été présentés :

- la proposition commerciale D23104277 en date du 26/10/2023 établie par la société SARPI VEOLIA pour l'évacuation de déchets dangereux.
- la facture pro forma CHS23112023-68 établie par la société SARPI Mineral France relative à l'évacuation d'environ 15 tonnes de déchets dangereux.

L'exploitant a établi un rapport relatif à la gestion des sous-produits et déchets de ses clients, daté du 20/11/2023. Deux clients sont identifiés : les sociétés Euralox et Imerys. 35 lots de déchets sont à reprendre pour le premier et 655 tonnes de fines d'aspiration sont à reprendre pour le second.

- la suppression des risques d'incendie et d'explosion :

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de réseau de gaz qui alimente ses installations. Pour ce qui concerne le risque électrique, il envisage de consigner les installations des bâtiments.

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux

La réalisation d'un bilan environnemental a été commandée auprès du bureau d'études INGEOS (69).

Postérieurement à la visite du 29/11/2023, l'exploitant a informé l'Inspection de la décision prise le 13/12/2023 par le Tribunal de commerce d'Avignon prononçant la conversion en liquidation judiciaire de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING et désignant liquidateur la SELARL Etude Balincourt représentée par Me Frédéric TORELLI et Me Cyrielle DELEUZE, sise 4, impasse Plat – boulevard Saint-Jean – 84000 Avignon.

La conséquence immédiate de cette décision est l'arrêt des activités. La mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation d'activité des installations est une priorité de façon à protéger les intérêts définis par l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Par courrier du 15/12/2023, le liquidateur a informé la Préfète de cette décision du Tribunal de commerce et de sa conséquence. Il indique également à ce stade que le dossier est impécunieux et ne permet pas d'engager toutes mesures de mise en sécurité ou de dépollution du site.

Par courrier du 21/12/2023 adressé à l'inspecteur des installations classées de la DREAL, le liquidateur a :

- transmis le questionnaire ICPE – état du site complété, établi selon le modèle disponible dans le guide administrateurs et mandataires judiciaires (version 2 de juin 2012).
- confirmé qu'il lui est impossible d'engager toute nouvelle mesure de mise en sécurité ou dépollution du site en l'absence de fonds.
- sollicité la mise en œuvre urgente de la garantie financière par la Préfète, avant son expiration.
- informé qu'une offre de reprise a été formulée le 18/12/2023 par la société MINERALIS, représentée par M. Charles Bouillanne (gérant de la SCI des Grandes Terres, bailleresse de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING).

Le remplissage du questionnaire est une première étape visant à recueillir des informations pour connaître la situation de la société débitrice. Il s'agit d'un préalable avant de notifier la cessation d'activité au préfet. Dans le cas présent, le questionnaire comporte un inventaire des produits et déchets présents sur le site.

Observation 1 : les données chiffrées renseignées dans la colonne Quantité, pour la plupart, sont sans unité. La question se pose de savoir s'il s'agit d'un nombre de big-bag / tas, d'une quantité exprimée en masse (en tonnes ou kilogrammes) ou exprimé en volume (m³ ou litres).

Observation 2 : l'inventaire recense un certain nombre de produits / déchets, mais ne propose aucune somme par catégorie ou par nature de risques, à l'exception de l'inventaire produit combustible relatif essentiellement à la maintenance et à la production.

Il est rappelé que la notification au préfet doit indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R512-75-1 du code de l'environnement, des terrains concernés du site.

La situation impécunieuse de la société en liquidation doit dans ce cas amener le liquidateur à distinguer les mesures d'urgence au sein des mesures de mise en sécurité. Il lui est pour cela recommandé de s'appuyer sur le guide administrateurs et mandataires judiciaires sus-mentionné. À titre d'exemple, les mesures prévues pour l'ancienne cuve de GNR de 20 m³ sont à renseigner.

Par courrier du 15/01/2024 adressé à l'inspecteur des installations classées de la DREAL, le liquidateur nous informe de la vente du fonds de commerce de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING au profit de la SARL STIM / MINERALIS autorisée par l'ordonnance du Tribunal de commerce en date du 10/01/2024, faisant suite à l'offre de reprise formulée par M. Charles Bouillanne. La requête relative à la fixation des modalités de vente du fonds de commerce mentionne qu'il appartiendra à l'acquéreur de se conformer aux obligations environnementales par la mise en place d'un plan d'action environnemental à sa charge et qu'il a l'obligation d'obtenir les autorisations administratives requises pour l'exploitation de l'activité cédée.

Cette décision implique que la situation administrative des installations exploitées par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING bascule du cadre de la cessation d'activité (R512-75-1 du code de l'environnement) à celui du changement d'exploitant (R512-68 du code de l'environnement).

→ **Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est demandé :**

- **au liquidateur judiciaire, ès qualité, d'apporter des réponses aux observations 1 et 2 formulées ci-dessus.**
- **à la société STIM / MINERALIS de se conformer à la procédure de changement d'exploitant telle que définie par l'article R512-68 du code de l'environnement.**

Il est rappelé que dans le cas présent, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement. La demande à adresser à Madame la Préfète devra notamment comprendre les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant. De plus, la demande intégrera un plan d'action environnemental, ainsi que le calendrier de réalisation associé, visant à régulariser la situation existante en matière de gestion des déchets présents sur le site de Sorgues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.5.6
Thème(s) : Autre, Liquidation judiciaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code, - soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant, - soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement solidaire actuel porte sur un montant maximum de 198 830 € et expire le 03/01/2024.</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant a sollicité auprès de l'organisme ATRADIUS une mise à jour du montant de ces garanties (montant total de plus de 1,3 millions d'euros) tenant compte de la réévaluation des quantités de déchets présents sur le site d'EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING.</p> <p>L'exploitant a présenté les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • courriel du 24/08/2023 de l'exploitant adressé à l'organisme de caution demandant sa capacité à assurer les garanties réévaluées ; • courriel du 24/08/2023 de l'organisme de caution adressé à l'exploitant précisant que ce dernier reviendra vers lui dans les plus brefs délais ; • courriel de relance du 10/10/2023 de l'exploitant adressé à l'organisme de caution ; • courrier RAR du 06/11/2023 de l'exploitant adressé à l'organisme de caution demandant le renouvellement de l'acte de cautionnement solidaire sur un montant précisément réévalué à 1 326 665,51 €. <p>S'agissant de l'appel aux garanties financières, lors de la visite, il a été précisé à l'exploitant que l'article R516-3 du code de l'environnement prévoit pour le Préfet cette faculté d'appeler les garanties financières en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant.</p> <p>Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING, la prochaine audience est programmée le 13/12/2023. Une décision de requête en liquidation judiciaire pourrait être prise.</p> <p>Ce n'est qu'à l'issue de la décision prise, que les dispositions prévues par l'article R516-3 sus-visé pourront le cas échéant être mises en œuvre par Madame la Préfète de Vaucluse.</p> <p>Postérieurement à la visite du 29/11/2023, l'exploitant a informé l'Inspection de la décision prise le 13/12/2023 par le Tribunal de commerce d'Avignon prononçant la conversion en liquidation judiciaire de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING et désignant liquidateur la SELARL Etude Balincourt représentée par Me Frédéric TORELLI et Me Cyrielle DELEUZE, sise 4, impasse Plat – boulevard Saint-Jean – 84000 Avignon.</p> <p>En ce sens, il a été proposé en parallèle à Madame la Préfète de Vaucluse d'appliquer les dispositions prévues par l'article R516-3 du code de l'environnement.</p> <p>Le courrier préfectoral du 28/12/2023 a été adressé à cet effet à la compagnie d'assurance en vue de la mise en jeu du montant maximum de cautionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite